CONVENTION D'OBJECTIF

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Sa Présidente, Madame Martine Vassal

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

l'Etablissement Public **La Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille**
Provence
sise Palais de la Bourse
13221 MARSEILLE cedex 01

représentée par Son Président, Monsieur Luc CHAUVIN

ci-après désignée **« la CCIMP »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La situation de l'emploi apparaît aujourd'hui comme une des faiblesses du territoire métropolitain, et reste ainsi un des sujets majeurs qui doit marquer le rôle important que la Métropole Aix-Marseille Provence entend jouer dans le développement économique et social des territoires qui la compose. La Métropole est forte d'atouts pour devenir une des métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels d'emploi.

Au vu de ses compétences en matière d'emploi et d'insertion conférées par la loi NOTRe du 7 août 2015, l'action de la métropole doit permettre de positionner comme une finalité la conciliation de la performance économique et celle de la solidarité. Elle se doit d'être le représentant de la coordination des dynamiques des partenaires publics et privés engagés dans la politique pour l'emploi et contre le chômage, adaptés aux besoins des demandeurs d'emploi et aux évolutions des entreprises.

Dans le cadre de la promotion de ses ressources humaines, la Métropole a la volonté de faire travailler les acteurs de l'emploi et de l'insertion avec les acteurs de l'économie et les chefs d'entreprise ; dans le cadre de son schéma directeur Emploi, Insertion et Economie sociale et solidaire, la Métropole promeut et développe des actions auprès des entreprises et organise des actions de partenariat avec des entreprises volontaires pour leur permettre de s'engager en faveur de l'emploi.

La CCIMP, acteur du développement économique et interlocuteur privilégié de la Métropole Aix Marseille Provence, souhaite s'inscrire dans cette dynamique emploi dans le cadre d'un projet, nommé « HUB MENTORAT ». En effet, au cœur des besoins du secteur privé, elle représente les intérêts de ses ressortissants, entreprises du territoire dont elle est le porte-voix et dont elle tire sa légitimité.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique mise en place par la Métropole en faveur des acteurs œuvrant dans le domaine de l'emploi et de l'insertion professionnelle.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la CCIMP s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs suivant :

La mise en œuvre du projet « Tandem – Hub Mentorat », visant à favoriser le rapprochement des entreprises adhérentes à la CCIMP et les structures d'accompagnement à l'emploi pour une mise en relation type « parrainage ».

Le projet « Tandem – Hub Mentorat » sera déployé en deux étapes :

1) Phase hors plateforme WEB:

- Générer le sourcing de 200 mentors (dirigeants et cadres d'entreprises) ;
- Informer, écouter et traduire les attentes des mentors en lien avec les motivations et les besoins des mentorés;
- Favoriser le matching entre mentors et mentorés et orienter les mentors vers les structures sources de mentorés ;
- Communiquer et valoriser la démarche collaborative globale d'appui au mentorat ;
- Valoriser les bonnes pratiques et l'inscrire dans une démarche d'amélioration continue.

2) Phase avec plateforme WEB:

- Faciliter et accélérer la mise en relation des mentors et mentorés
- Capitaliser les données et leur consolidation
- Permettre le suivi de l'action et de ses résultats via la traçabilité numérique

Les deux phases hors plateforme et avec plateforme web 1 et 2 ci-dessus devront a minima permettre l'inscription de 200 mentors. A cette fin, la CCIMP s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs sur la durée de la convention.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'exercice 2018. Elle trouvera son terme au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, la CCIMP jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous les documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par la CCIMP et justifiant l'octroi de l'aide financière.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de la CCIMP et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

La CCIMP s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités,
- Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, la CCIMP devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : PUBLIC CIBLE ET BENEFICES ATTENDUS

4.1 Les cibles principales:

- Les entreprises (mentors) ;
- Les personnes mentorés accédant à l'activité économique par le salariat ou l'entrepreneuriat ;
- Les parties prenantes à l'action de mentorat ; associations, clubs, initiatives, institutions, opérateurs de l'emploi et de l'accompagnement, et tous les engagés dans le mentorat.

4.2 Les principaux bénéficiaires :

- Compléter les actions menées en faveur de l'emploi par un projet partenarial innovant et efficace ;
- Permettre à la Métropole et la CCIMP de soutenir l'emploi et le développement économique des entreprises du territoire ;
- Démocratiser l'usage du mentorat auprès des entreprises et fluidifier le repérage des Mentors

ARTICLE 5 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

5.1 Budget prévisionnel de l'action :

L'annexe I à la présente convention précise :

- Le budget prévisionnel global de l'objectif ou action, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.;

Conformément à cette annexe, le coût total prévisionnel de l'action, objet la présente convention, est d'un montant de 326.500 €.

5.2 Participation de la Métropole :

La participation financière de la Métropole sur la durée de la convention est d'un montant de 50.000 € (cinquante mille euros), soit 15,31 % du coût total prévisionnel.

5.3 Modalités de versement :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016, et à la demande de la CCIMP, les modalités de versement se feront comme suit :

- 20 000 € seront versés sur demande de la CCIMP à la notification de la convention.
- 30 000 € à l'issue de l'action, sur présentation du bilan des actions entreprises.

Si ce bilan final fait apparaître un trop-perçu au regard des dépenses totales réalisées et du plan de financement, un titre de perception sera émis à l'encontre de la CCIMP pour le reversement des sommes indûment perçues.

ARTICLE 6 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

6.1 Contrôle :

La CCIMP s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par la Métropole, de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile.

6.2 Suivi :

La CCIMP s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

Les parties s'engagent à mettre en place des comités de pilotage réguliers dans le but de partager conjointement les avancées du projet et d'apporter les actions correctives nécessaires.

6.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisations des objectifs poursuivi par La CCIMP auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats à l'objectif mentionné à l'article 1.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

La CCIMP s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

La Métropole pourra demander à la CCIMP des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

La CCIMP s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

De plus, la CCIMP s'engage à réaliser :

- Un plan de communication diffusé tout au long du projet.
- L'outil web facilitant l'automatisation du projet.
- Un évènementiel dédié en fin de phase d'expérimentation.
- Un livre blanc collectif basé sur les bonnes pratiques.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue «intuitu personae», la CCIMP ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le
(en 6 exemplaires originaux)

En application de la délibération
N°
Du Conseil de la Métropole
Du 2018

Pour la CCIMP

Monsieur Luc CHAUVIN
Président

Pour la Métropole

La Présidente (ou son représentant)
Monsieur Martial ALVAREZ
Membre du Bureau
Délégué à l'Emploi, l'Insertion et
l'Economie sociale et solidaire

Annexe 1

Budget prévisionnel du projet « HUB MENTORAT ».

CHARGES	Montant		PRODUITS	Montant
	2018	2019		
Valorisation Temps Passés			Métropole Aix Marseille Provence	50 000 €
▪ Architecture, pilotage stratégique	32 000 €	30 000 €		
▪ DATAS et sourcing entreprises	13 500 €		CD13	100 000 €
▪ Communication externe	4 500 €	4 500 €		
▪ Animateur HUB	23 000 €	80 000 €	CCIMP	176 500 €
Frais Structure	29 000 €	45 000 €		
Charges externes				
▪ Sous-traitance communication externalisée	10 000 €			
▪ Développement plateforme		40 000 €		
▪ Evènementiel final		10 000 €		
▪ Livre blanc		5 000 €		
Total / an	112 000 €	214 500 €		
Total général		326 500 €	Total général	326 500 €